

Décisions adoptées par le Conseil d'administration en 2001

Première session ordinaire

- 2001/1. Élection des membres du Bureau du Conseil d'administration pour 2001
- 2001/2. Élection des représentants du Conseil d'administration au Comité mixte pour l'exercice biennal 2001-2002
- 2001/3. Rapport annuel au Conseil économique et social
- 2001/4. Activités du Corps commun d'inspection
- 2001/5. Programme de travail et révision de dépenses de la Division du secteur privé pour la campagne 2001
- 2001/6. Questions financières
- 2001/7. Considérations concernant la création d'une réserve opérationnelle

Session annuelle

- 2001/8. Rapport de la troisième session du Comité de coordination OMS/UNICEF/FNUAP sur la santé
- 2001/9. Activités de l'UNICEF en matière d'immunisation
- 2001/10. Rapport sur la visite sur le terrain effectuée par des membres du Conseil d'administration
- 2001/11. Expérience de l'UNICEF en matière d'approches plurisectorielles et de programmes de développement sectoriel
- 2001/12. Deuxième session ordinaire de 2001

Deuxième session ordinaire

- 2001/13. Budget d'appui biennal pour la période 2002-2003
- 2001/14. Propositions de coopération aux programmes de l'UNICEF
- 2001/15. Recommandation relative à l'approbation d'une allocation de fonds supplémentaires au titre des ressources ordinaires pour les programmes de pays
- 2001/16. Programmes multinationaux
- 2001/17. Rapport au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
- 2001/18. Rapport sur les activités de vérification interne des comptes
- 2001/19. Rapport financier de la Division du secteur privé et comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 2000
- 2001/20. Rapport et états financiers intérimaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, première année de l'exercice biennal 2000-2001
- 2001/21. Exécution du budget approuvé pour l'appui apporté par l'UNICEF à la session extraordinaire consacrée aux enfants et aux manifestations connexes
- 2001/22. Plan stratégique à moyen terme pour la période 2002-2005
- 2001/23. Programme de travail pour les sessions du Conseil d'administration de 2002

Première session ordinaire

2001/1

Élection des membres du Bureau du Conseil d'administration pour 2001

Le Conseil d'administration

Décide d'élire les membres ci-après au Bureau du Conseil d'administration pour 2001 :

Président : S. E. M. Movses Abelian (Arménie)

Vice-Présidents : S. E. M. Andrés Franco (Colombie)
Mme Jacqueline de Lacy (Australie)
M. Paul Goa Zoumanigui (Guinée)
S. E. M. Aloukèo Kittikhoun (République démocratique populaire lao)

*Première session ordinaire
22 janvier 2001*

2001/2

Élection des représentants du Conseil d'administration au Comité mixte pour l'exercice biennal 2001-2002

Le Conseil d'administration

1. *Décide* d'élire représentant et suppléant au Comité OMS/UNICEF/FNUAP de coordination des questions sanitaires pour l'exercice biennal 2001-2002 (1er janvier 2001-31 décembre 2001) :

Pour le Groupe des États d'Asie : S. E. M. Mohamed Al-Sindi (Yémen) représentant et M. Walid Ethary (Yémen) suppléant;

2. *Décide* d'élire le représentant suivant au Comité mixte UNESCO/UNICEF sur l'éducation pour l'exercice biennal 2001-2002 (1er janvier 2001-31 décembre 2002) :

Pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, M. Kaviraj Appadu (Suède) représentant;

3. *Décide* que les candidats devant être proposés par les groupes régionaux qui n'ont pas encore présenté leur candidature aux comités mixtes seront considérés élus dès que le secrétariat aura reçu une lettre du Président de leur groupe régional confirmant leur candidature.

*Première session ordinaire
22 janvier 2001*

2001/3

Rapport annuel au Conseil économique et social

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport intitulé « Rapport du Directeur général : rapport annuel au Conseil économique et social » [E/ICEF/2001/4 (Part I)];

2. *Prie* le secrétariat de le transmettre, avec un résumé des observations formulées au cours des débats, au Conseil économique et social pour examen lors de sa session de fond de 2001.

2001/4

Activités du Corps commun d'inspection

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport intitulé « Rapport du Directeur général : rapport annuel au Conseil économique et social » [E/ICEF/2001/4 (Part I)];
2. *Exprime sa gratitude* au Corps commun d'inspection (CCI) pour ses rapports traitant de questions ayant trait à la gestion et au fonctionnement de l'UNICEF;
3. *Prend acte* des conclusions et recommandations contenues dans ces rapports et des observations formulées à ce sujet par la Directrice générale;
4. *Prie* la Directrice générale de lui soumettre, à sa première session ordinaire, les rapports du Corps commun d'inspection au titre du point de l'ordre du jour relatif à la première partie du rapport du Directeur général, avec un bref résumé et, le cas échéant, les recommandations concernant les mesures à prendre par le Conseil;
5. *Prie également* la Directrice générale de l'informer des mesures prises pour donner suite aux recommandations du Corps commun d'inspection.

Première session ordinaire
22 janvier 2001

2001/5

**Programme de travail et révision de dépenses de la Division
du secteur privé pour la campagne 2001**

**A. Prévisions de dépenses de la Division du secteur privé
pour la campagne 2001**

Le Conseil d'administration

1. *Approuve*, pour l'exercice budgétaire allant du 1er janvier au 31 décembre 2001, un budget de dépenses d'un montant de 87,7 millions de dollars, réparti comme suit (voir aussi la colonne II du tableau 7 du document E/ICEF/2001/AB/L.1) :

	<i>(En millions de dollars É.-U.)</i>
Commissions – bureaux extérieurs	2,0
Coût des marchandises livrées	32,0
Dépenses de commercialisation	20,2
Services d'appui	18,6
Programme de prospection de nouveaux marchés	3,4
Programme de développement de la collecte de fonds privés	7,0
Programme de mise en place de comités nationaux en Europe centrale et orientale	0,4
Programme d'investissement des pays nordiques	4,1
Total des dépenses*	87,7

* Pour plus de détails, voir le tableau 2.

2. *Autorise* la Directrice générale :

a) À engager des dépenses à concurrence des totaux indiqués dans la colonne II du tableau 7 du document E/ICEF/2001/AB/L.1; à porter les dépenses au niveau des montants indiqués dans la colonne III de ce tableau s'il apparaît que le produit net des ventes et des collectes de fonds privés atteint les niveaux indiqués dans cette colonne; inversement, à ramener les dépenses, dans la mesure nécessaire, en deçà du montant indiqué dans la colonne II si le produit net diminue;

b) À effectuer des virements entre les diverses rubriques visées au paragraphe 1 ci-dessus, à concurrence de 10 % des montants approuvés;

c) À engager, entre les sessions du Conseil d'administration, les dépenses qui pourraient être nécessaires pour appliquer le plan de travail approuvé pour 2001, à concurrence du montant imputable aux fluctuations monétaires.

B. Prévisions de recettes pour la campagne 2001

Le Conseil d'administration

Note que, pour l'exercice compris entre le 1er janvier et le 31 décembre 2001, les prévisions de recettes nettes s'élèvent à 272,8 millions de dollars (ressources ordinaires), comme indiqué dans la colonne II du tableau 7 du document E/ICEF/2001/AB/L.1.

C. Politique générale

Le Conseil d'administration

1. *Approuve* les modifications du tableau d'effectifs qui se traduisent par une diminution nette de quatre postes, comme cela est indiqué dans les annexes I et II du document E/ICEF/2001/AB/L.1;

2. *Proroge* le Programme de prospection de nouveaux marchés, avec une dotation de 3,4 millions de dollars pour 2001;

3. *Proroge* le Programme de développement de la collecte de fonds, avec une dotation de 7 millions de dollars pour 2001;

4. *Proroge* le Programme de mise en place de comités nationaux en Europe centrale et orientale, qui concerne neuf pays, avec un budget de 400 000 dollars pour 2001;

5. *Proroge* le Programme d'investissement des pays nordiques, qui concerne quatre pays, avec un budget de 4,1 millions de dollars pour 2001;

6. *Autorise* la Directrice générale à engager, pendant l'exercice budgétaire 2001, des dépenses liées au coût des marchandises livrées (production/achat de matières premières, cartes et autres produits) en prévision de l'exercice 2002, à concurrence de 32,5 millions de dollars, comme indiqué dans le plan à moyen terme de la Division du secteur privé (voir le tableau 6 du document E/ICEF/2001/AB/L.1).

D. Plan à moyen terme

Le Conseil d'administration

Approuve le plan à moyen terme de la Division du secteur privé tel qu'il figure dans le tableau 6 du document E/ICEF/2001/AB/L.1.

*Première session ordinaire
24 janvier 2001*

2001/6

Questions financières

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport intitulé « Fonds des Nations Unies pour l'enfance : rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999 et rapport du Comité des commissaires aux comptes » (A/55/5/Add.2) et du rapport intitulé « Rapport au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires » (E/ICEF/2001/AB/L.2);

2. *Décide* de revenir sur la question de l'assistance financière aux gouvernements à sa première session ordinaire de 2002, sur la base d'un rapport de l'UNICEF sur sa pratique actuelle et du règlement financier et des règles de gestion financière.

*Première session ordinaire
24 janvier 2001*

2001/7

**Considérations concernant la création
d'une réserve opérationnelle**

Le Conseil d'administration

1. *Prend acte* du rapport de l'UNICEF intitulé « Création d'une réserve opérationnelle » (E/ICEF/2001/AB/L.3) établi suite à une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) invitant le Conseil d'administration à examiner les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à créer une réserve opérationnelle tant pour les ressources ordinaires que pour les autres ressources (E/ICEF/1999/AB/L.10, par. 9);

2. *Prend acte également* du rapport du CCQAB (E/ICEF/2001/AB/L.4);

3. *Prend acte en outre* des recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les comptes de l'UNICEF pour l'exercice biennal 1998-1999 ainsi que du rapport intérimaire de l'UNICEF sur les différentes mesures prises pour appliquer ces recommandations;

4. *Décide* qu'en matière de gestion financière, l'UNICEF devrait continuer à faire face à ses besoins de liquidité à court terme à l'aide de la trésorerie sans financer une réserve opérationnelle;

5. *Décide en outre* de garder à l'étude la question de la création d'une réserve opérationnelle et de l'examiner plus avant à sa première session ordinaire de 2003, compte tenu du rapport du CCQAB sur le budget d'appui biennal de l'UNICEF pour l'exercice 2002-2003 et du rapport du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2000-2001.

*Première session ordinaire
24 janvier 2001*

Session annuelle

2001/8

Rapport de la troisième session du Comité de coordination OMS/UNICEF/FNUAP sur la santé

Le Conseil d'administration

Prend note du rapport du Comité de coordination OMS/UNICEF/FNUAP sur la santé sur les travaux de sa troisième session (E/ICEF/2001/11) et approuve ledit rapport.

*Session annuelle
5 juin 2001*

2001/9

Activités de l'UNICEF en matière d'immunisation

Le Conseil d'administration

Prend note du rapport intitulé « Un bon départ pour chaque enfant : programme de l'UNICEF visant à améliorer les services de vaccination et la santé des enfants, alléger le fardeau des maladies contre lesquelles il existe un vaccin et éradiquer la polio » (E/ICEF/2001/9).

*Session annuelle
6 juin 2001*

2001/10

Rapport sur la visite sur le terrain effectuée par des membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration

Prend note du rapport sur la mission de visite de membres du Conseil d'administration en République de Moldova et en Roumanie, qui figure dans le document E/ICEF/2001/CRP.7.

*Session annuelle
6 juin 2001*

2001/11

Expérience de l'UNICEF en matière d'approches plurisectorielles et programmes de développement sectoriel

Le Conseil d'administration

1. *Prend note* avec satisfaction du rapport sur les approches plurisectorielles, qui figure dans le document E/ICEF/2001/10;

2. *Prend également note* du rapport présenté à la troisième session du Comité de coordination OMS/UNICEF/FNUAP sur la santé intitulé « Approches plurisectorielles pour le développement de la santé : le rôle des organisations du système des Nations Unies » (CCH3/01/3), et des vues exprimées sur cette question par les membres du Comité de coordination des questions sanitaires à la troisième session;

3. *Encourage* le Directeur général à renforcer encore la participation de l'UNICEF aux approches plurisectorielles fondées sur les besoins et les priorités nationaux dans le respect intégral de l'autonomie du pays en matière d'approches

plurisectorielles, et dans le cadre de la planification et de la mise en oeuvre de ses programmes de pays; et poursuive en particulier, conformément à son mandat et aux avantages respectifs, les activités de sensibilisation aux droits des enfants, compte dûment tenu des autres cadres de partenariat existants et des questions intersectorielles, en prenant en considération les vues exprimées par les membres du Conseil d'administration au cours de la session annuelle de 2001, et encourage l'UNICEF à s'associer à des partenaires pour appuyer et renforcer les systèmes de suivi et d'établissement des rapports ainsi que les systèmes comptables des pays du programme là où il sera possible;

4. *Invite* le Directeur général à donner aux administrations nationales compétentes les informations appropriées afin de leur faire mieux comprendre le fonctionnement des approches plurisectorielles;

5. *Prie* l'UNICEF, en collaboration avec les partenaires du Groupe des Nations Unies pour le développement, selon qu'il conviendra, de continuer à assurer la formation du personnel aux approches plurisectorielles afin de permettre à l'UNICEF de participer pleinement aux opérations;

6. *Prie en outre* le Directeur général de rendre compte, dans son rapport annuel, ainsi que dans les notes de pays, les recommandations de programmes de pays, les examens et évaluations à moyen terme des programmes de pays, des progrès réalisés dans la participation de l'UNICEF aux approches plurisectorielles, dans le cadre de l'établissement des rapports défini dans la décision 1999/7 (E/ICEF/1999/7/Rev.1), et se fondant sur ces progrès, le prie également de faire rapport au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2002 sur les avantages, les contraintes et les obstacles relatifs à la participation de l'UNICEF aux activités plurisectorielles, y compris sa participation financière.

*Session annuelle
6 juin 2001*

2001/12

Deuxième session ordinaire de 2001

Le Conseil d'administration,

Souhaitant permettre à l'UNICEF de tirer pleinement parti des conclusions et des résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, qui se tiendra du 19 au 21 septembre 2001, dans l'établissement du texte définitif du plan de stratégie à moyen terme,

Décide de fusionner la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration avec la session extraordinaire consacrée au budget.

*Session annuelle
6 juin 2001*

Deuxième session ordinaire

2001/13

Budget d'appui biennal pour la période 2002-2003

Le Conseil d'administration,

Ayant examiné le projet de budget d'appui biennal de l'UNICEF pour l'exercice 2002-2003, contenu dans le document E/ICEF/2001/AB/L.10,

1. *Approuve* des crédits d'un montant brut de 566 169 000 dollars aux fins indiquées ci-après et décide que les recettes prévues, d'un montant de 88 300 000 dollars, viendront en déduction du montant brut des crédits ouverts, le montant estimatif net des crédits à ouvrir s'élevant ainsi à 477 869 000 dollars, ventilé comme suit :

Budget d'appui biennal pour l'exercice 2002-2003

(En milliers de dollars des États-Unis)

Appui aux programmes	
Bureaux de pays et bureaux régionaux	295 653,4
Siège	77 462,9
Total partiel	373 116,3
Gestion et administration de l'organisation	193 052,7
Montant brut total des crédits ouverts	566 169,0
À déduire:	
Montant estimatif des recettes	88 300,0
Montant estimatif net des crédits à ouvrir	477 869,0

2. *Autorise* le Directeur général à virer des ressources d'une ligne de crédits à l'autre jusqu'à concurrence de 5 % du montant correspondant à la ligne de crédits à laquelle le virement est effectué.

*Deuxième session ordinaire
10 December 2001*

2001/14

Propositions de coopération aux programmes de l'UNICEF

Le Conseil d'administration

1. *Approuve* les recommandations de financement de programmes de la Directrice générale concernant la coopération au titre des programmes, telles que résumées dans le document E/ICEF/2001/P/L.73 présentées ci-après:

a) 410 261 601 dollars au titre des engagements de dépenses à financer sur la masse commune des ressources et 550 535 000 dollars au titre des engagements à financer à l'aide d'autres ressources destinés à la coopération concernant les programmes à mener en Afrique, répartis comme suit :

<i>Pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>DocumentE/ICEF/2001/</i>
Afrique du Sud	2002-2006	4 459 000	20 165 000	P/L.7/Add.1 et
	2001	56 999		Corr.1 P/L.72
Burundi	2002-200	8 006 000	23 884 000	P/L.57
	42001	54 000		P/L.72
Cameroun	2002	44 967		P/L.72
Comores	2002-2002	684 000	450 000	P/L.58
Congo	2002	52 000		P/L.72
Côte d'Ivoire	2002-2002	3 367 000	1 700 000	P/L.59
Éthiopie	2002-2006	80 487 000	60 000 000	P/L.2/Add.1
	2001	529 784		P/L.72
Érythrée	2002-2006	6 283 000	28 000 000	P.L.1/Add.1
Gabon	2002-2006	3 100 000	3 000 000	P/L.12/Add.1
Gambie	2002-2006	3 635 000	7 700 000	P/L.13/Add.1
Guinée	2002-2006	11 966 000	15 750 000	P/L.14/Add.1
Guinée-Bissau	2002	176 197		P/L.72
Guinée-équatoriale	2002-2006	3 269 000	1 300 000	P.L.11/Add.1
Lesotho	2002-2007	5 579 000	13 500 000	P/L.3/Add.1
Libéria	2002	141 000		P/L.72
Malawi	2002-2006	23 755 000	35 120 000	P/L.4/Add.1
	2001	188 000		P/L.72
Mozambique	2002-2006	36 288 000	50 000 000	P/L.5/Add.1
Namibie	2002-2005	2 584 000	13 416 000	P/L.6/Add.1
Nigéria	2002-2007	123 706 000	72 000 000	P/L.15/Add.1
République centrafricaine	2002-2006	7 732 000	5 000 000	P/L.10/Add.1
	2002	1 085 612		P/L.72
République-Union de Tanzanie	2002-2006	37 793 000	110 000 000	P/L.8/Add.1
Sao Tomé-et-Principe	2002-2006	3 090 000	500 000	P/L.16/Add.1
Sénégal	2002-2006	10 262 000	27 550 000	P/L.17/Add.1
	2001	47 000		P/L.72
Sierra Leone	2002-2003	5 448 000	10 000 000	P/L.60
	2001	64 042		P/L.72
Togo	2002-2006	8 131 000	4 000 000	P/L.18/Add.1
Zambie	2002-2006	18 123 000	47 500 000	P/L.9/Add.1
	2001	75 000		P/L.72

b) 69 463 909 dollars au titre des engagements de dépenses à financer sur la masse commune des ressources et 252 135 000 dollars au titre des engagements à financer à l'aide d'autres ressources destinés à la coopération concernant les programmes à mener dans la région des Amériques et des Caraïbes, répartis comme suit :

<i>Pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2001/</i>
Belize	2002-2006	3 010 000	1 250 000	P/L.19/Add.1
Bolivie	2002	730 359		P/L.72
Brésil	2002-2006	3 705 000	86 295 000	P/L.20/Add.1
Caraïbes orientales	2002	1 159 550		P/L.72
Colombie	2002-2007	5 075 000	18 000 000	P/L.21/Add.1
Costa Rica	2002-2006	3 030 000	2 250 000	P/L.22/Add.1
Cuba	2002-2006	3 069 000	6 500 000	P/L.23/Add.1
El Salvador	2002-2006	3 419 000	7 000 000	P/L.25/Add.1
Guatemala	2002-2006	4 639 000	25 750 000	P/L.26/Add.1
Haïti	2002-2006	9 862 000	17 500 000	P/L.27/Add.1
	2001	6 000		P/L.72
Honduras	2002-2006	4 260 000	6 250 000	P/L.28/Add.1
Jamaïque	2002-2006	3 020 000	6 980 000	P/L.29/Add.1
Mexique	2002-2006	3 430 000	9 900 000	P/L.30/Add.1
Nicaragua	2002-2006	4 509 000	18 000 000	P/L.31/Add.1
Panama	2002-2006	2 100 000	2 250 000	P/L.32/Add.1
Paraguay	2002-2006	3 380 000	3 025 000	P/L.33/Add.1
République dominicaine	2002-2006	3 625 000	5 000 000	P/L.24/Add.1
Venezuela	2002-2007	2 935 000	5 280 000	P/L.34/Add.1
Sous-région du Cône Sud				
Argentine	2002-2004	900 000	8 100 000	P/L.61
Chili	2002-2004	1 800 000	1 800 000	P/L.61
Uruguay	2002-2004	1 800 000	1 200 000	P/L.61
VIH/sida	2002-2006		15 805 000	P/L.62
Oligo-éléments	2002-2006		4 000 000	P.L.63

c) 58 159 363 dollars au titre des engagements de dépenses à financer sur la masse commune des ressources et 117 675 000 dollars au titre des engagements à financer à l'aide d'autres ressources destinés à la coopération concernant les programmes en Asie, répartis comme suit :

<i>Pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2001/</i>
Afghanistan	2002	276 631		P/L.72
Bhoutan	2002-2006	4 390 000	10 000 000	P/L.38/Add.1
Inde	2002	7 732 502		P/L.72
Malaisie	2002-2004	1 500 000	450 000	P/L.64
Mongolie	2002-2006	4 309 000	5 000 000	P/L.36/Add.1
Népal	2002-2006	21 606 000	51 394 000	P/L.39/Add.1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2002	115 230		P/L.72
Pays insulaires du Pacifique	2002-2002	2 000 000	2 800 000	P/L.65
République démocratique populaire lao	2002-2006	7 618 000	21 000 000	P/L.35/Add.1
Sri Lanka	2002-2006	3 905 000	10 000 000	P/L.40/Add.1
Thaïlande	2002-2006	4 689 000	12 033 000	P/L.37/Add.1
Timor oriental	2002	18 000		P/L.72
Viet Nam	2002-2005		4 998 000	P/L.66

d) 12 894 000 dollars au titre des engagements de dépenses à financer sur la masse commune des ressources et 66 500 000 dollars au titre des engagements à financer à l'aide d'autres ressources destinés à la coopération concernant des programmes à mener en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et les États baltes, répartis comme suit :

<i>Pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2001/</i>
Bosnie-Herzégovine et bureau pour la zone de l'ex-Yougoslavie	2002-2004	1 881 000	9 000 000	P/L.67
République fédérale de Yougoslavie	2002-2004	2 112 000	36 000 000	P/L.68
République de Moldova	2002-2006	3 565 000	7 500 000	P/L.41/Add.1
Ex-République yougoslave de Macédoine	2002-2004	1 836 000	9 000 000	P/L.69
Programme multipays	2002-2002	3 500 000	5 000 000	P/L.70

e) 82 535 229 dollars au titre des engagements de dépenses à prélever sur la masse commune des ressources et 123 091 000 dollars au titre des engagements à financer à l'aide d'autres ressources destinés à la coopération concernant les programmes à mener au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, répartis comme suit :

<i>Pays</i>	<i>Période</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Document E/ICEF/2001/</i>
Algérie	2002-2006	5 628 000		P/L.42/Add.1
	2001	34 000	3 000 000	P/L.72
Égypte	2002-2006	10 779 000	25 000 000	P/L.43/Add.1
Iraq	2002-2004	5 233 000	30 141 000	P/L.71
Liban	2002-2006	3 035 000	5 000 000	P/L.44/Add.1
Maroc	2002-2006	6 983 000	11 000 000	P/L.45/Add.1
Soudan	2002-2006	23 690 000	25 000 000	P/L.46/Add.1
République arabe syrienne	2002-2006	4 794 000		P/L.47/Add.1
	2001	29 000	1 450 000	P/L.72
Tunisie	2002-2006	3 329 000	2 500 000	P/L.48/Add.1
Yémen	2002-2006	18 855 000	20 000 000	P/L.49/Add.1
	2001	146 229		P/L.72

2. *Approuve* le montant de 2 344 697 dollars, à imputer sur la masse commune des ressources, au titre de créances irrécouvrables et de dépassements de crédits dus à une réévaluation, tels qu'ils figurent au tableau 4 du document E/ICEF/2001/73.

*Deuxième session ordinaire
11 décembre 2001*

2001/15

Recommandation relative à l'approbation d'une allocation de fonds supplémentaires au titre des ressources ordinaires pour les programmes de pays

Le Conseil d'administration

1. *Approuve* le prélèvement sur la masse commune des ressources d'un montant total de 12 762 102 dollars à affecter au financement des programmes approuvés pour 11 pays en 2001 et 11 pays en 2002, tels que résumés aux tableaux 1 et 2 du document E/ICEF/2001/P/L.72, répartis comme suit :

Tableau 1
Ressources ordinaires, 2001

(En dollars des États-Unis)

<i>Région/pays</i>	<i>Solde des fonds approuvés (RO) 2001</i>	<i>Niveau de planification (RO) 2001</i>	<i>Montant à approuver</i>
	<i>(A)</i>	<i>(B)</i>	<i>(B-A)</i>
Afrique de l'Est et Afrique australe			
Burundi	2 332 000	2 386 000	54 000
Éthiopie	16 606 556	17 136 340	529 784
Malawi	4 480 000	4 668 000	188 000
Afrique du Sud	832 001	889 000	56 999
Zambie	3 197 000	3 272 000	75 000
Total partiel	27 447 557	28 351 340	903 783
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale			
Sénégal	1 922 000	1 969 000	47 000
Sierra Leone	2 445 958	2 510 000	64 042
Total partiel	4 367 958	4 479 000	111 042
Amériques et Caraïbes			
Haïti	1 951 000	1 957 000	6 000
Total partiel	1 951 000	1 957 000	6 000
Moyen-Orient et Afrique du Nord			
Algérie	1 085 000	1 119 000	34 000
République arabe syrienne	926 000	955 000	29 000
Yémen	3 046 000	3 208 000	146 229
Total partiel	5 057 000	5 282 000	209 229
Total	38 823 515	40 069 340	1 245 825

Tableau 2
Ressources ordinaires, 2002

(En dollars des États-Unis)

<i>Région/pays</i>	<i>Solde des fonds approuvés (RO) 2001</i>	<i>Niveau de planification (RO) 2001</i>	<i>Montant à approuver</i>
	(A)	(B)	(B-A)
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale			
Cameroun	2 270 033	2 315 000	44 967
Congo	913 000	965 000	52 000
République démocratique du Congo	14 855 388	15 941 000	1 085 612
Guinée-Bissau	826 803	1 003 000	176 197
Libéria	1 279 000	1 420 000	141 000
Total partiel	20 144 224	21 644 000	1 499 776
Amériques et Caraïbes			
Bolivie	358 641	1 089 000	730 359
Caraïbes orientales	340 450	1 500 000	1 159 550
Total partiel	699 091	2 589 000	1 889 909
Asie de l'Est et Pacifique			
Timor oriental	741 000	759 000	18 000
Papouasie-Nouvelle- Guinée	874 000	990 000	115 230
Total partiel	1 615 770	1 749 000	133 230
Asie du Sud			
Afghanistan	8 712 369	8 989 000	276 631
Inde	22 467 498	30 200 000	7 732 502
Total partiel	31 179 867	39 189 000	8 009 133
Total	53 638 952	65 171 000	11 532 048

2. *Approuve* également la prolongation, pour une année, du programme d'action sociale de la sous-région de l'Amazonie afin de disposer du temps nécessaire à la préparation d'une nouvelle proposition de programme pour 2003.

*Deuxième session ordinaire
11 décembre 2001*

2001/16

Programmes multinationaux

I. Projet de budget des programmes financés à partir des ressources ordinaires pour l'exercice biennal 2002-2003

Le Conseil d'administration

Décide:

a) *D'approuver* un budget d'un montant de 19, 67 millions de dollars pour les ressources ordinaires (autres que le Fonds pour les programmes d'urgence) au titre de l'exercice 2002-2003. Ce montant sera réparti comme suit :

	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>
<hr/>	
Siège	
Santé	1 203
Nutrition	800
Éducation	850
Protection des enfants	430
VIH/sida	793
Eau, environnement et assainissement	504
Politique des programmes, planification et gestion de l'information	1 760
Technologies de l'information	–
Mobilisation et communication	3 990
Préparation aux situations d'urgence	930
Évaluations	671
Collaboration interinstitutions	740
Total partiel	12 671
<hr/>	
Régions	
Afrique de l'Est et Afrique australe	1 500
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	1 500
Amériques et Caraïbes	800
Asie de l'Est et Pacifique	800
Asie du Sud	800
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes	800
Moyen-Orient et Afrique du Nord	800
Total partiel	7 000
Total	19 671

b) *D'approuver* le budget du Fonds pour les programmes d'urgence pour un montant de 25 millions de dollars pour 2002-2003;

c) *D'autoriser* le Directeur général à gérer le plus efficacement possible les crédits ouverts au titre de chacun des fonds. Le Directeur général pourra, sans autre autorisation du Conseil d'administration, approuver s'il y a lieu le virement de crédits entre les fonds, jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas 10 % du budget approuvé pour le fonds bénéficiaire.

II. Prévisions budgétaires pour les activités financées par d'autres ressources pour la période 2002-2003

Le Conseil d'administration

Décide :

a) *D'approuver* un budget d'un montant de 203 millions de dollars provenant d'autres ressources pour la période 2002-2003, sous réserve de la disponibilité des contributions à des fins particulières. Ce montant se répartit comme suit :

	<i>Siège</i>	<i>Régions</i>	<i>Multinationaux</i>	<i>Total</i>
<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>				
Régions				
Afrique de l'Est et Afrique australe		14 800		14 800
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale		9 400		9 400
Amériques et Caraïbes		9 000		9 000
Asie de l'Est et Pacifique		6 650		6 650
Asie du Sud		19 450		19 450
Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes		4 000		4 000
Moyen-Orient et Afrique du Nord		3 515		3 515
Total partiel		66 825		66 825
Siège				
Santé	5 412		15 000	20 412
Nutrition	4 111		5 000	9 111
Éducation	1 896		5 000	6 896
Protection des enfants	7 284		5 000	12 284
VIH/sida	821		10 000	10 821
Eau, environnement et assainissement	2 630		2 500	5 130
Politique des programmes, planification et gestion de l'information	11 246		4 500	15 746
Technologies de l'information	15 300		1 000	16 300
Sensibilisation et communication	7 250		3 000	10 250
Préparation aux situations d'urgence	6 700		20 000	26 700
Évaluations	200		1 000	1 200
Collaboration interinstitutions	150		1 000	1 150
Total partiel	63 000		73 000	136 000
Total	63 000	66 825	73 000	202 815

b) *D'approuver*, pour l'exercice biennal 2002-2003, un montant total de 203 millions de dollars à financer à l'aide des autres ressources. En cas de besoin, des fonds dépassant les montants indiqués pour chaque domaine d'activité et région pourront être acceptés à condition que le montant total des fonds reçus ne dépasse pas les limites approuvées.

*Deuxième session ordinaire
11 décembre 2001*

2001/17

Rapport au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Le Conseil d'administration

Prend note du Rapport au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (E/ICEF/2001/AB/L.8).

*Deuxième session ordinaire
11 décembre 2001*

2001/18

Rapport sur les activités de vérification interne des comptes

Le Conseil d'administration

Prend note du Rapport sur les activités de vérification interne des comptes (E/ICEF/2001/AB/L.7).

*Deuxième session ordinaire
12 décembre 2001*

2001/19

Rapport financier de la Division du secteur privé et comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 2000

Le Conseil d'administration

Prend note du rapport intitulé "Division du secteur privé: rapport financier et comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 2000" (E/ICEF/2001/AB/L.6).

*Deuxième session ordinaire
12 décembre 2001*

2001/20

Rapport et états financiers intérimaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, première année de l'exercice biennal 2000-2001

Le Conseil d'administration

Prend note des rapport et états financiers intérimaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, première année de l'exercice biennal 2000-2001 (E/ICEF/2001/AB/L.5).

*Deuxième session ordinaire
12 décembre 2001*

2001/21

Exécution du budget approuvé pour l'appui apporté par l'UNICEF à la session extraordinaire consacrée aux enfants et aux manifestations connexes

Le Conseil d'administration

1. *Décide* qu'en raison du report à 2002 de la session extraordinaire consacrée aux enfants (décision 56/401 de l'Assemblée générale, en date du 12 septembre 2001), le rapport final de la Directrice générale sur l'emploi des fonds devra lui être présenté à sa première session ordinaire de 2003 au lieu de sa session annuelle de 2002;

2. *Demande* instamment aux États Membres de verser des contributions pour couvrir le solde de 1 132 665 dollars restant à financer, afin que l'UNICEF puisse appuyer comme il convient, en sa qualité de secrétariat technique, les préparatifs et l'organisation de la session extraordinaire et du Forum des enfants.

*Deuxième session ordinaire
12 décembre 2001*

2001/22

Plan stratégique à moyen terme pour la période 2002-2005

Le Conseil d'administration

1. *Accueille avec satisfaction* le plan stratégique à moyen terme (E/ICEF/2001/13 et Corr.1) en ce qu'il offre un cadre souple à l'action de l'UNICEF durant la période 2002-2005, qui réaffirme le rôle central de la programmation par pays à l'UNICEF, reconnaissant la propriété nationale dans le processus et qui contribue à la réalisation des objectifs fixés dans la déclaration adoptée à l'issue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, la Déclaration du Millénaire et les objectifs internationaux de développement pertinents;

2. *Approuve* les priorités d'action organisationnelles exposées dans le plan, en tenant compte des particularités de la situation de chaque pays;

3. *Approuve* le plan stratégique à moyen terme en tant que cadre des projections de dépenses pour la période 2002-2005 (résumées au tableau 5 du document E/ICEF/2001/13), y compris jusqu'à 424 millions de dollars de dépenses par prélèvement sur les ressources ordinaires au titre des programmes à élaborer pour les sessions de 2002 du Conseil d'administration (figurant au tableau 8, ligne 3, du document E/ICEF/2001/13). Ce montant dépend de la disponibilité des ressources, étant entendu par ailleurs que les prévisions de recettes et de dépenses faites dans le plan demeurent valides;

4. *Prie* le Directeur général, en permanence, d'examiner le plan stratégique à moyen terme et, lorsque cela est nécessaire, d'y proposer des ajustements sur la base des observations faites par les membres du Conseil telles que consignées dans les rapports des sessions de celui-ci, des résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants et de l'expérience acquise dans la mise en oeuvre du plan;

5. *Prie* en outre le Directeur général d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs dans les cinq domaines prioritaires définis dans le plan stratégique à moyen terme dans la partie II du rapport annuel du Conseil d'administration.

*Deuxième session ordinaire
12 décembre 2001*

2001/23

Programme de travail pour les sessions du Conseil d'administration de 2002

Le Conseil d'administration

Adopte le programme de travail suivant pour les sessions du Conseil d'administration de 2002, contenu dans le document E/ICEF/2001/14 :

<i>Session/date</i>	<i>Programme</i>
Première session ordinaire	Rapport du Directeur général (Partie I): rapport annuel au

<i>Session/date</i>	<i>Programme</i>
(21 au 25 janvier)	<p>Conseil économique et social (1995/5, 1998/1, 1999/6, 2001/4)</p> <p>Notes de pays(1995/8)</p> <p>Processus d'approbation des programmes de pays</p> <p>Plan de travail et projet de budget de la Division du secteur privé pour 2002 (1994/A/9, 1996/22, 1998/5)</p> <p>Immunisation (E/ICEF/2001/6 (Part II), par. 123 et 132)</p> <p>Proposition de réorganisation du Prix Maurice Pate de l'UNICEF</p> <p>Hommage aux principaux acteurs du Mouvement mondial en faveur des enfants: le rôle des volontaires dans les comités nationaux pour l'UNICEF</p> <p>Annonces de contributions</p> <p>Réunion commune avec les Conseils d'administration du PNUD/FNUAP et du PAM</p>
Session annuelle (3-7 juin)	<p>Rapport du Directeur général (Partie II) (1999/7, 1999/8, 2000/6, 2001/11)</p> <p>Aperçu des examens à mi-parcours et des principaux rapports d'évaluation des programmes de pays (1995/8)</p> <p>Rapport sur la fonction d'évaluation dans le cadre du plan stratégique à moyen terme</p> <p>Examen des principaux résultats de la session extraordinaire consacrée aux enfants</p> <p>Rapport du Groupe de travail sur la documentation</p> <p>Visites sur le terrain effectuées par des membres du Conseil d'administration (1992/32)</p>
Deuxième session ordinaire (16-20 septembre)	<p>Plan à moyen terme et recommandation connexe (2000/3)</p> <p>Rapport oral sur les décisions du Conseil économique et social (1995/38 et E/ICEF/1995/9/Rev.1, par. 470)</p> <p>Propositions de coopération aux programmes de l'UNICEF (1995/8)</p> <p>Innocenti Research Centre: projets de programme de travail et de budget pour 2003-2005</p> <p>Participation de l'UNICEF aux approches sectorielles (2001/11)</p> <p>Rapport et états financiers de la Division du secteur privé pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2001</p> <p>Rapport et états financiers de la Division du secteur privé pour la fin de l'exercice biennal 2000-2001 et rapports du Comité des commissaires aux comptes</p> <p>Activités d'audit interne(1997/28)</p> <p>Rapport sur la réunion du Comité mixte UNESCO/UNICEF sur l'éducation, comprenant le rapport du Président du Conseil d'administration sur la réunion (1995/4)</p> <p>Programme de travail pour les sessions de 2003 du Conseil d'administration</p>

*Deuxième session ordinaire
12 décembre 2001*